

voudrais seulement que certains journalistes relisent leurs propres journaux d'il y a quelques années.

M. Blenkarn: Et vous, pourquoi ne lisez-vous pas le projet de loi?

M. Kristiansen: Ils se rendraient compte que sans pour autant être infaillibles, nous connaissons parfois du monde des affaires une réalité qui leur échappe, qu'il ne s'agit pas d'un monde fantastique où l'on peut donner ce qu'on possède et se retrouver démuné de tout moyen de négociation, quitte ensuite à se plaindre d'avoir été trompé. Ce sont ces députés-ci, autrement dit le parti conservateur, et ces députés-là, autrement dit le parti libéral, qui sont responsables du marasme économique dans lequel nous sommes enlisés.

M. Blais: Qui donc a présenté ce projet de loi?

M. Kristiansen: Peut-être le gouvernement cherche-t-il à racheter ses fautes. Peut-être souhaite-t-il tourner la page et s'engager sur la voie de l'imputabilité et du sérieux. Pourtant, monsieur le Président, ne trouvez pas mauvais que nous attendions de le voir pour le croire, car nous attendons vainement depuis trop longtemps.

Bien que les conservateurs et les libéraux aient conjugué leurs efforts pour élaborer à notre intention d'énormes projets qui se sont écroulés comme autant de châteaux en Espagne et dont les Canadiens ont fait le plus souvent les frais, ils n'ont cessé de négliger pendant des décennies les ressources renouvelables de notre pays en général, et nos ressources forestières en particulier. De nouveau, ce sont les petites sociétés de ce secteur qui ont besoin de l'aide de la Société pour l'expansion des exportations et d'autres organismes du gouvernement, parce qu'elles manquent des moyens nécessaires pour s'implanter dans de nombreux marchés spécialisés d'Europe, du Moyen Orient et d'ailleurs, alors même que les clients sont prêts à payer comptant. Ces petites entreprises qui ont suffisamment de désir, de volonté et d'ambition pour adapter leurs produits aux besoins des acheteurs étrangers n'ont pas les moyens d'offrir leurs produits sur ces marchés. Elles ont besoin d'une aide financière spéciale pour faire les premières démarches et pour modifier leurs produits en fonction des besoins des marchés qui, nous sommes nombreux à le savoir, existent.

Monsieur le Président, je connais dans ma propre circonscription et dans les circonscriptions avoisinantes, maintes petites sociétés privées qui ont réussi à franchir sans grand dommage cette période difficile, alors que certaines grandes sociétés qui de tout temps ont bénéficié de l'appui du gouvernement et des représentants de l'opposition officielle, tant à Ottawa que dans les différentes provinces, échouaient lamentablement. Si ces petites sociétés privées s'en sont tirées, c'est qu'elles ont su s'adapter. Elles sont prêtes à faire l'impossible avec le peu qu'elles ont, à réorienter leur production et à modifier leur système de mesure. Elles passeront du système métrique au système impérial ou à n'importe quel autre système s'il le faut. Elles adapteront leurs produits aux exigences du marché. Elles ne vont pas se reposer sur leurs lauriers comme les grandes compagnies forestières l'on fait au cours des dernières années en espérant que la manne leur tombe du ciel. Ce n'est pas ce qui se passe sur les marchés, surtout en périodes de vaches maigres. Ces grandes sociétés ont tellement l'habitude d'avoir la partie belle en périodes de vaches grasses que lorsque le vent tourne, elles ne sont obsédées que par une seule idée: la

production. Au diable la qualité. Au diable les innovations qui leur permettraient de répondre à la demande. Pas étonnant qu'elles aient sombré.

S'il n'y avait eu que les grands gestionnaires à payer la note, monsieur le Président, ils n'auraient qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Mais il y a 300 localités au Canada qui ont souffert terriblement des décisions qu'ils ont prises. Ce sont des centaines de milliers de travailleurs et de sous-traitants de toutes sortes qui ont payé les pots cassés. Ces services et ces petites entreprises dans 300 localités du Canada ont vécu la même situation que les consommateurs ordinaires, les agriculteurs, les petits entrepreneurs et les propriétaires de maison qui ont subi et les taux d'intérêt et l'inflation que les cartels et le Trésor américain ont, en partie, imposés: on leur a demandé de faire les frais de décisions prises sans qu'ils aient été consultés.

Je termine en disant que pour répondre aux besoins des gens et non pas nous perdre en vains efforts à la poursuite de quelques lointaines chimères, nous devons prendre des mesures pour que notre société puisse exiger des comptes en décentralisant les pouvoirs, ce qui permettrait aux gens de toutes les classes d'avoir voix au chapitre sur leurs ressources et sur les moyens de gagner leur vie au sein de leur collectivité. Ils pourraient ainsi s'assurer que les décisions qui ont été prises sont conformes à leurs besoins et qu'elles ne viennent pas de grands gestionnaires qui ne pensent qu'à perpétuer leur emprise. Ou alors, il faut nous demander si nous voulons vivre dans un État paternaliste où les pouvoirs sont de plus en plus concentrés dans quelques mains, un État qui par l'entremise de son agent, le gouvernement en l'occurrence, qu'il soit libéral ou conservateur, décide arbitrairement ce qui convient le mieux et qui ne pense au peuple et à la nation qu'en dernier lieu. Voilà donc l'alternative. Et cette alternative, c'est d'une part, le NPD qui n'est sans doute pas sans péché, et d'autre part, les libéraux et les conservateurs. Le gouvernement aura beau adopter des lois, s'il ne décide pas carrément que l'économie est au service des gens et non pas les gens au service de l'économie, il aura fait fausse route. Les simples citoyens seront toujours obligés de payer la note au bout du compte. Ils l'ont payée suffisamment longtemps. Il est grand temps que le gouvernement pense à eux.

• (1750)

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Monsieur le Président, il était certes fort intéressant d'entendre un membre du Nouveau parti démocratique, le député de Kootenay-Ouest (M. Kristiansen), nous dire comment son parti se débarrasserait de la libre entreprise s'il formait le gouvernement. Que Dieu nous vienne en aide si cela arrive jamais! Peut-on imaginer ce qui se passerait au Canada si le NPD liquidait le monde des affaires? Ce parti est contre les affaires et contre le profit. Quel gâchis ce serait! Je suis content que le député ait cité le nom de Tommy Douglas. Les députés devraient se rappeler ce qui s'est passé en Saskatchewan lorsque M. Douglas était au pouvoir. Il y avait là une usine de chaussures, une usine de colle, bref une vaste gamme d'entreprises diverses, et elles ont toutes fait faillite. Ce fut une catastrophe totale. Le député a parlé de ce que ferait M. Douglas. M. Douglas est l'enfant chéri des multinationales. Il siège au conseil de...